

Redonner confiance en nos institutions

Constats :

Le sentiment douloureux et généralisé d'injustice affaiblit notre confiance envers nos institutions.

Si collectivement nous croyons toujours à la devise Liberté, Égalité, Fraternité, nous sommes de plus en plus sceptiques quant à la capacité de notre République à concrétiser cette devise dans le quotidien de chacun.

La numérisation des services, parfois remarquable, mais souvent très imparfaite, ajoute encore de la distance avec les institutions.

Beaucoup vivent des injustices économiques, sociales, face à la loi, et même face aux institutions elle-même.

Les exemples sont pléthores dans tous ces domaines :

- La mondialisation a été une mise en concurrence de "toutes les classes laborieuses", ce qui a rompu le lien de solidarité unissant les différentes catégories sociales.
- Le protectionnisme national promu par le RN, et dans une moindre mesure par LFI, est perçu comme un remède à cela. Le terme protectionnisme a lui-même été accaparé par le RN alors que c'est dans l'ADN du PS de protéger, par la solidarité nationale et les institutions, tous les français, et même au-delà.
- L'usage abusif des outils de la 5ième (49.3) ont gravement entamé la confiance des électeurs dans les institutions
- La dernière réforme des retraites est un signal de plus. Les CSP+ sont peu impactés, les moins aisés le sont beaucoup plus.
- Les partis représentant la sociale démocratie, dont le PS, sont perçus comme les complices de ces mutations et sont donc décrédibilisés
- En France, l'empilement des lois, amendées à de nombreuses reprises, rend l'ensemble illisible
- Globalement notre système démocratique est fatigué.

Propositions :

- Il faut redonner confiance en nos institutions en rétablissement de la justice, partout où cela est possible.
- il faut se réapproprier l'idée de protection et démontrer que le PS protège les Français ? Et ce, sans tomber dans la caricature du protectionnisme national qui n'est autre que du nationalisme....
- Il faut réaffirmer les liens de solidarité au sein des différents espaces (national, européen et international)
- Il y a besoin en France d'apprendre à faire des coalitions, comme ailleurs en Europe, afin de redonner au système parlementaire toute sa puissance
- Il faut accepter le temps long de la politique, le tâtonnement, l'échec, la palabre qui permet le consensus. La politique est aujourd'hui guidée par des enjeux de trop court terme.
- Il faut aborder frontalement les questions du quotidien :

- offrir des alternatives de qualité aux logements concentrés ou étalés.
- remettre en route l'ascenseur social, mis à mal par la fragmentation des chaînes de valeurs
 - remettre de l'humain dans les démarches administratives/ Le numérique doit être un outil et non une fin en soi.
 - remédier aux effets délétères des réseaux sociaux (désinformation, anonymat, ...)
- Il faut accepter de réinterroger la constitution pour, à minima, effacer la possibilité de son dévoiement, en particulier au niveau du lien exécutif - législatif mais aussi au niveau de la représentativité nationale.
- Travailler sur la mise en place de mécanisme d'incitation au vote, voire même l'obligation de vote (pour certaines élections au moins). Cette obligation devrait s'accompagner de la reconnaissance du vote blanc.